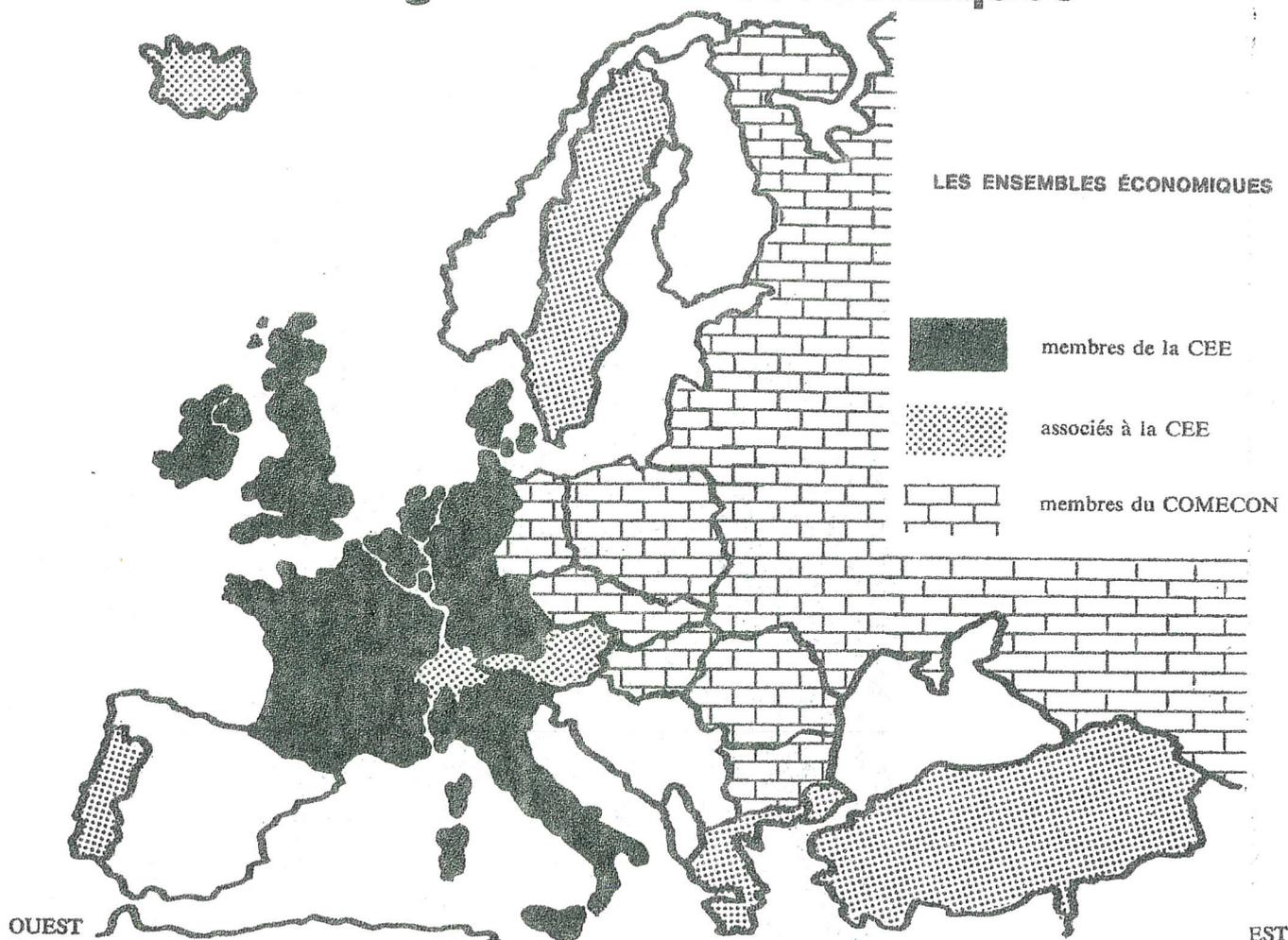


Les organisations économiques



COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (C.E.E.)

Fondée le 25/3/1957.

Pays membres : BELGIQUE, DANEMARK, FRANCE, IRLANDE, ITALIE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS, RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, ROYAUME-UNI.

La Grèce et la Turquie sont associées pour une période transitoire dans la perspective d'une adhésion.

Les états membres réalisent l'intégration progressive de leurs économies en réalisant en premier lieu un MARCHÉ COMMUN fondé sur la libre circulation des marchandises, des capitaux et de la main d'œuvre.

Ayant achevé la suppression des douanes entre états membres, l'établissement d'un tarif douanier extérieur commun, la libre circulation des travailleurs salariés et une politique agricole commune

La Communauté s'engage maintenant dans l'élaboration de politiques communes dans les principaux secteurs de la vie économique, ainsi que dans le domaine monétaire.

L'originalité de la Communauté réside dans le fait que celle-ci dispose d'organes communautaires exerçant des pouvoirs réels auxquels doivent se soumettre les états membres.

ASSOCIATION EUROPÉENNE DE LIBRE ÉCHANGE (A.E.L.E.)

Fondée le 3/1/1960 par les pays périphériques de la CEE, l'A.E.L.E. est une zone de libre échange des produits industriels. L'adhésion de 2 de ses membres et l'association de 5 autres à la CEE en diminue considérablement son rôle.

L'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) facilite les relations économiques entre les pays européens et les USA, le Canada et le Japon par la concertation qu'elle favorise.

COMECON - C.A.M.E. CONSEIL D'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE MUTUELLE

Fondé le 25/1/1949 — Renforcé par la Charte de Sofia en 1959.

Pays membres : BULGARIE, HONGRIE, MONGOLIE, POLOGNE, RDA, ROUMANIE, TCHÉCOSLOVAQUIE, URSS ; la YOUGOSLAVIE associée.

Organes : l'Assemblée des représentants des états membres est l'organe supérieur qui définit les orientations générales. Le conseil exécutif assure la direction des efforts d'organisation. Des commissions spécialisées et un secrétariat général international assurent les tâches techniques.

Des organes annexes ont été créés : la B.I.C.E. (Banque internationale de coopération économique), INTERMETAL (pour la programmation concertée des productions sidérurgiques), l'Organisation pour la gestion de « L'OLÉODUC AMITIÉ », la Commission pour le Danube et la Direction centrale pour les lignes électriques à haute tension.

Activités : l'organisation s'est tout d'abord attachée à faciliter les échanges entre les pays membres : fixation des prix pour le commerce entre pays de l'organisation et définition de moyens de paiements communs.

Les états membres ont ensuite tenté de coordonner leurs plans nationaux, ce qui a été réalisé dans certains domaines clés (énergie, métallurgie, chimie, transports) par des accords bilatéraux entre états.

Le souhait de l'URSS est d'instaurer une spécialisation internationale des activités productives entre pays socialistes. Dès 1964 la Roumanie s'est opposée à cette conception qui aboutit à accroître la dépendance des démocraties populaires par rapport à l'URSS.

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE DES NATIONS UNIES

Dans le cadre de l'ONU, la Commission exerce un rôle d'étude et de concertation entre les pays européens de l'Est et de l'Ouest, et les USA.

Bien que son efficacité ait été freinée par les tensions Est-Ouest, la Commission s'est attachée à promouvoir une coopération européenne dans certains domaines : restitution de matériel roulant et répartition de charbon après la guerre, utilisation des fleuves internationaux, établissement de conventions et de contrats-types pour faciliter les échanges est-ouest.

Les rapports Est-Ouest et l'organisation de l'Europe 1945 - 1973

Jean-Jacques GUTH

Tout concours durant l'année 1972 à faire entrer l'Europe dans une ère de mouvement.

L'élargissement de la Communauté économique européenne apporte de profonds changements dans le domaine économique. Les effets les plus importants ne sont pas seulement d'ordre quantitatif : c'est autour d'un seul pôle que s'organise désormais l'intégration économique de l'Europe occidentale, et la Communauté incarnera, au moins potentiellement, l'intérêt de l'Europe dans les grandes négociations commerciales avec les USA qui auront lieu au cours de l'année 1973.

Sur le plan diplomatique, l'année se termine par la signature d'un traité fondamental entre les deux Allemagnes, et l'ouverture des entretiens préliminaires à la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe qui réunit les pays européens de l'Est et de l'Ouest.

Enfin sur le plan militaire, les négociations entre les USA et l'URSS sur les armements stratégiques (SALT) ont repris à Genève tandis que les pays de l'Est répondaient favorablement à la proposition occidentale de tenir une conférence sur la réduction des forces militaires en Europe.

Une telle activité internationale, dans la mesure où elle aboutit à des résultats concrets, peut sensiblement assouplir les rapports Est-Ouest en Europe et modifier l'organisation du vieux continent, qui était née il y a 25 ans de la guerre froide.

* * *

Les documents qui suivent constituent un dossier sommaire de la situation actuelle de l'organisation de l'Europe : ensembles économiques et alliances militaires. Un aperçu historique des relations Est-Ouest de 1945 à 1973 permet de mieux situer l'évolution actuelle.

1 LES DÉBUTS DE LA GUERRE FROIDE 1945 - 1949

Dès le milieu de la Seconde Guerre mondiale, d'importantes divergences de vues sont apparues entre les USA et la Grande-Bretagne d'une part et l'URSS d'autre part, quant à l'organisation du monde qui suivrait la victoire commune contre le nazisme, et plus particulièrement quant au destin de l'Europe.

C'est ainsi qu'à la Conférence de Yalta en février 1945 Staline exprime sans détour la part qu'il compte tirer de la victoire des armées de l'URSS, en face du Président Roosevelt dont le réalisme politique est diminué par un idéalisme militant et par les atteintes d'une maladie qui l'emportera quelques mois plus tard.

Les ambitions de Staline se traduisent dans les faits dès la fin des hostilités et dans les mois qui suivent : le territoire de l'URSS est étendu sur la frontière occidentale ; annexion des trois états baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) et de la moitié nord de la Prusse orientale ; annexion de territoires polonais, finlandais, tchécoslovaque et roumain. Au total 455 000 km².

Les pays d'Europe centrale occupés par l'armée soviétique sont le théâtre de bouleversements politiques importants : des minorités communistes s'installent au pouvoir en Albanie, Bulgarie, Pologne, Roumanie, Hongrie et Tchécoslovaquie (coup de Prague en février 1948).

Des pressions albanaises et bulgares sont exercées sur la Grèce en proie à la guerre civile. L'URSS revendique le droit d'installer des bases en Turquie et maintient des troupes dans la province nord de l'Iran.

Ces événements provoquent un vif émoi dans les pays d'Europe occidentale. Au lendemain du « coup de Prague », ceux-ci conviennent d'organiser leur défense mutuelle par le traité de Bruxelles (17 mars 1948). Les problèmes matériels liés aux destructions de la guerre sont considérables et rendent fragile la sécurité collective. Des contacts sont donc pris avec les USA.

Yougoslavie, de Tchécoslovaquie, de France, d'Italie et des Pays-Bas. Le 25 janvier 1949 le COMECON est fondé par l'URSS et les pays communistes d'Europe orientale pour favoriser leur coopération économique.

La cassure de l'Europe en deux camps opposés sur les plans idéologique, militaire et économique est consommée.

2 PREMIÈRE APPROCHE DU PROBLÈME ALLEMAND (1949 - 1954)

Au terme de l'armistice du 8 mai 1945, le territoire allemand est provisoirement découpé en quatre secteurs d'occupation, américain, anglais, français et soviétique. Un traité de paix doit régler définitivement le sort de l'Allemagne, mais la signature de celui-ci est compromise par les tensions de la guerre froide.

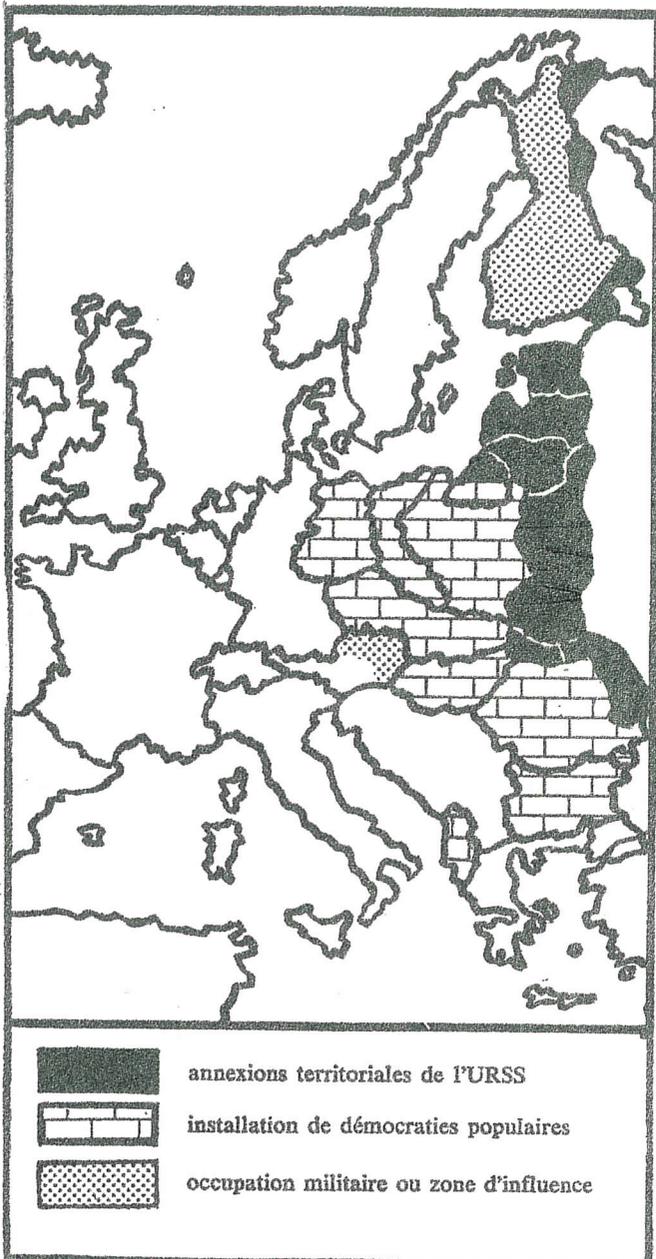
Le 23 mai 1949 une Loi fondamentale fonde la République fédérale d'Allemagne qui naît de la fusion des trois secteurs d'occupation occidentaux. Le 7 octobre de la même année, le secteur soviétique devient la République démocratique allemande. La naissance de la République fédérale d'Allemagne suscite en France une vive appréhension. Dans la population comme dans les milieux dirigeants, la crainte de l'Allemagne est aussi vive que celle d'une menace venue de l'Est. Pourtant l'esprit inventif de Jean Monnet et la clairvoyance politique de Robert Schuman, Ministre des affaires étrangères, vont transformer cette légitime appréhension en acte constructif : l'idée de placer les productions françaises et allemandes de charbon et d'acier sous une Haute Autorité commune. C'est l'origine de la première communauté européenne, limitée au domaine minier et sidérurgique.

La situation internationale se dégrade. La guerre de Corée éclate en juin 1950. Les gouvernements américain et anglais souhaitent associer l'Allemagne fédérale à l'effort militaire occidental.

Face à l'éventualité d'un réarmement allemand les craintes françaises reparaissent. Une solution reste possible : pour faire participer la RFA à la défense de l'OTAN, sans lui donner d'armée, le gouvernement français propose la création d'une armée européenne. Le traité instituant la Communauté Européenne de Défense est signée le 27 mai 1952 par les six pays qui ont fondé la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Une grande controverse anime alors la France : la perspective d'une armée commune avec l'ennemi d'hier, fût-il l'allié d'aujourd'hui, rencontre l'hostilité d'une large partie de l'opinion. Certains espèrent encore pouvoir éviter le réarmement de l'Allemagne.

La paix est alors conclue en Corée et en Indochine. Les signes de détente internationale favorisent les adversaires de la CED, et le 30 août 1954 l'Assemblée nationale française rejette le Traité CED, pourtant ratifié déjà par les pays du Benelux et l'Allemagne fédérale.



Dès 1946, le président Truman s'est préoccupé des ambitions de l'URSS. Le sénat américain vote la résolution Vandenberg, le 11 juin 1948, qui autorise le gouvernement à conclure des accords de défense collective avec d'autres Etats. Le 4 avril 1949, l'Alliance atlantique est scellée par le traité de Washington qui unit les USA et le Canada et dix Etats de l'Europe occidentale. La faiblesse des moyens dont dispose l'Alliance sur le théâtre européen guide les USA vers un programme d'aide militaire important et la mise sur pied d'une organisation militaire permanente de l'Alliance : l'OTAN.

Pour favoriser le redressement des pays européens, le plan Marshall est proposé à l'Europe le 5 juin 1947. Ces aides permettront aux pays d'Europe occidentale une reconstruction efficace. La Pologne et la Tchécoslovaquie s'étaient intéressées au plan américain, mais elles sont contraintes à y renoncer par l'URSS.

En septembre 1947, la création du Kominform réunit les dirigeants des partis communistes d'URSS, de Pologne, de Bulgarie, de Roumanie, de Hongrie, de

De nouvelles pressions américaines aboutissent le 23 octobre 1954 à la création de l'Union de l'Europe Occidentale, dont la principale fonction est de contrôler la reconstitution d'une armée allemande dans le cadre de l'OTAN. La République fédérale est par la même occasion rétablie dans le plein exercice de sa souveraineté et devient membre de l'OTAN le 5 mai 1955.

Dénonçant la responsabilité prise par les alliés dans le réarmement de l'Allemagne occidentale, l'URSS établit la pleine souveraineté de la RDA et conclut avec les démocraties populaires le Pacte de Varsovie, le 14 mai 1955. Elle réaffirme à cette occasion son hostilité à l'égard des blocs militaires et déplore le refus occidental de ses offres de paix.

L'établissement, puis le réarmement des deux états allemands sont la conséquence directe de la guerre froide. A l'Ouest comme à l'Est la crainte de l'Allemagne n'a été que difficilement surmontée, au nom de la sécurité collective de chaque camp.

3 LES PREMIERS PAS VERS LA DÉTENTE (1955 - 1962)

La disparition de Staline le 6 mars 1953 marque un tournant de la politique étrangère de l'URSS. Les nouveaux dirigeants de l'Union soviétique souhaitent apaiser la tension internationale. Le règlement des questions coréenne et indochinoise favorise un climat de détente. L'époque des visites de chefs d'Etats, des conférences au sommet et des plans de paix est ouverte.

Un traité de paix met fin à l'occupation militaire de l'Autriche (1955). Les relations entre l'URSS et la Yougoslavie s'améliorent. Les premiers entretiens sur le désarmement ont lieu.

Le règlement du problème allemand et le souci de la sécurité générale en Europe sont l'objet de nombreuses propositions, principalement de la part des Pays de l'Est.

Le « Plan Rapacki » présenté par la Pologne à l'Assemblée générale des Nations Unies le 2 octobre 1957 prévoit la délimitation, au centre de l'Europe, d'une zone dénucléarisée comprenant la Pologne, la Tchécoslovaquie et les deux Allemagnes. Un contrôle des armements est prévu. A la suite des objections formulées par les pays de l'OTAN, plusieurs versions du plan seront élaborées de 1958 à 1963.

Les occasions de crise entre l'Est et l'Ouest sont nombreuses : intervention militaire de l'URSS en Hongrie (1956) et la question de Berlin (érection du mur en 1961). Cependant la détente reste à l'ordre du jour.

Le 10 septembre 1960, Nikita Krouchtchev fait approuver par les représentants de 81 partis communistes réunis à Moscou, le concept de coexistence pacifique.

Le relèvement économique des pays européens favorise le développement des échanges internationaux. La constitution d'un ensemble économique est amorcée à l'Ouest par la signature le 25 mars 1957 du traité de Rome instituant la Communauté économique euro-

péenne. Les pays membres conviennent de réaliser progressivement une intégration de leurs économies.

Refusant de s'associer à cette tentative, jugée trop compromettante pour son indépendance nationale, la Grande-Bretagne crée une zone de libre-échange avec les pays périphériques de la CEE (1959).

Accusant ses organisations de contribuer au renforcement du bloc militaire de l'OTAN, l'URSS et les démocraties populaires intensifient leur relations économiques : une charte adoptée à Sofia (1959) marque une évolution plus poussée vers l'intégration économique des pays du COMECON.

4 ÉVOLUTION STRATÉGIQUE EN EUROPE

Les premières années de la décennie 1960 apportent un bouleversement dans l'équilibre des forces en Europe. Après avoir mis au point un équipement nucléaire complet, l'URSS révèle, par la mise en orbite d'un engin spatial, sa capacité de construire des fusées à longue distance.

Jusqu'ici, la garantie américaine envers l'Europe occidentale était totale ; le contenu de la stratégie de l'OTAN était simple : les forces du pacte de Varsovie sont supérieures en nombre à celles de l'OTAN en Europe, et pour pallier à ce déséquilibre sur le plan de l'armement conventionnel, les USA feront usage de leur armement atomique en procédant à des *représailles massives*.

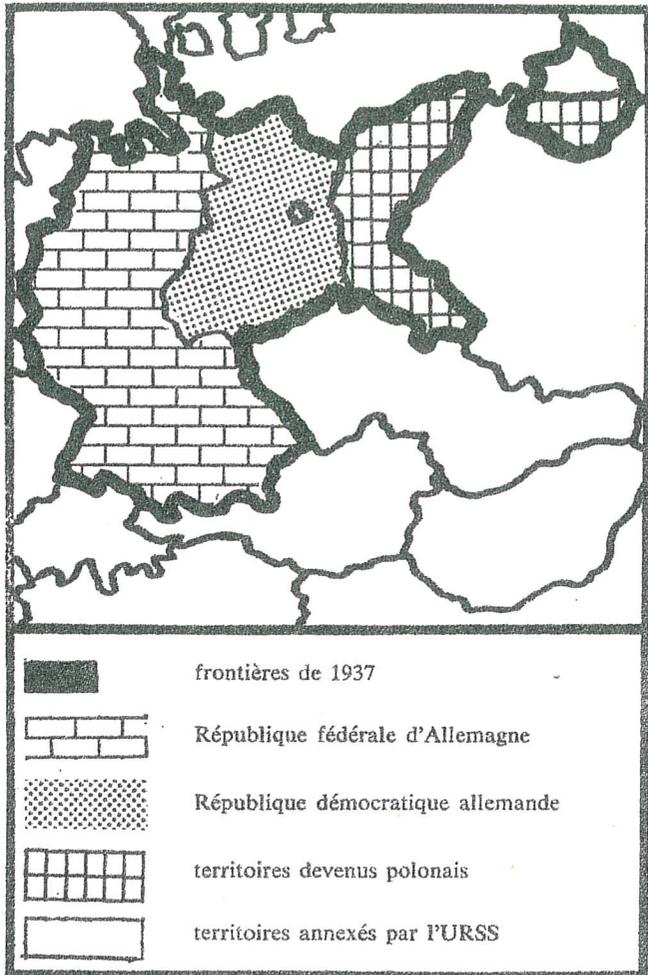
Cependant, dès l'instant où l'URSS dispose elle aussi d'un armement atomique puissant, le territoire des USA devient vulnérable aux coups de l'adversaire. Devenu plus circonspect dans l'usage de ses armes, le gouvernement des USA, sous l'impulsion de John Kennedy adopte une stratégie de « riposte graduée » qui exclut tout usage inopportun de l'arme atomique.

Il en résulte que les USA ne feront pas un usage systématique de leurs armes atomiques et la garantie qu'ils offraient aux pays européens de l'OTAN perd une large partie de son crédit. Il n'est pas surprenant que les pays européens aient songé à un armement nucléaire national pour garantir leur sécurité. La volonté française de créer une force de frappe date de cette époque. Elle est la recherche d'une garantie nucléaire autonome, de *représailles massives*.

Les USA, cependant, souhaitent éviter une dissémination des armes nucléaires dans le monde : ils proposent donc la création d'une force nucléaire « multilatérale » placée sous l'autorité du commandement de l'OTAN en Europe.

Le projet paraît séduisant, mais les Etats-Unis affirment garder un contrôle permanent sur les armes atomiques qu'ils auront confiées à leurs alliés. C'est donc le gouvernement des USA qui appréciera en fin de compte quel emploi des armes doit être fait. Les pays européens sont donc privés de toute façon, d'une garantie nucléaire systématique. Le projet de MLF est abandonné.

5 L'ÉVOLUTION DU PROBLÈME ALLEMAND, LA DÉTENTE, LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE



La présence de forces conventionnelles américaines en Allemagne fédérale (environ 200 000 hommes) constitue le seul lien direct entre les événements militaires en Europe et la riposte des USA.

En 1962, la crise de Cuba montre que l'équilibre nucléaire mondial peut être lourd de menaces en cas d'incident. Les USA et l'URSS conviennent donc d'installer entre Moscou et Washington un téléphone rouge, et signent le 5 août 1963 le traité de Moscou sur l'arrêt de certaines expériences nucléaires. L'équilibre des forces atomiques renforce la nécessité de coexistence pacifique.

Dans le domaine économique, l'achèvement en 1962 de la première étape de la réalisation du Marché Commun est l'occasion pour les pays de l'Est de modifier leur opinion sur celui-ci.

Dans un document de 1957, « les 17 thèses », l'échec de la CEE était déclaré comme inéluctable du fait des contradictions d'intérêt entre les pays capitalistes.

Dans le document des « 32 thèses » (1962), il est reconnu que le Marché Commun est une réalité, et l'on constate, contrairement aux prévisions initiales, que son développement peut engendrer des affrontements économiques avec le partenaire américain.

Un climat international moins tendu favorise les échanges commerciaux. Les pays de l'Europe occidentale ont ouvert la voie dans ce domaine en négociant avec l'URSS et les démocraties populaires de nombreux accords commerciaux et industriels. En marge des ensembles économiques et militaires, la coopération d'Etat à Etat s'instaure.

La recherche d'une construction nationale du communisme dans plusieurs pays de l'Est marque la période. Cependant M. Brejnev affirme le 2 juillet 1968 : « L'URSS ne peut être indifférente, et elle ne le sera jamais, aux destinées de la construction du socialisme dans les autres pays, ainsi qu'à la cause du socialisme mondial ». Les forces du Pacte de Varsovie envahissent la Tchécoslovaquie au cours de l'été.

Les échanges commerciaux ont malgré tout engagé un dialogue qui s'est poursuivi sur le plan politique.

Sous l'impulsion du Chancelier Brandt, la RFA a renoncé à la « Doctrine Hallstein » selon laquelle, seule l'Allemagne de l'Ouest représentait la nation allemande, pour reconnaître la situation actuelle en Europe orientale.

Les traités de Moscou (12.8.70) et de Varsovie (7.12.70), ainsi que les accords inter-allemands marquent une nette évolution dans les rapports de la RFA avec l'URSS, la Pologne et l'Etat est-allemand.

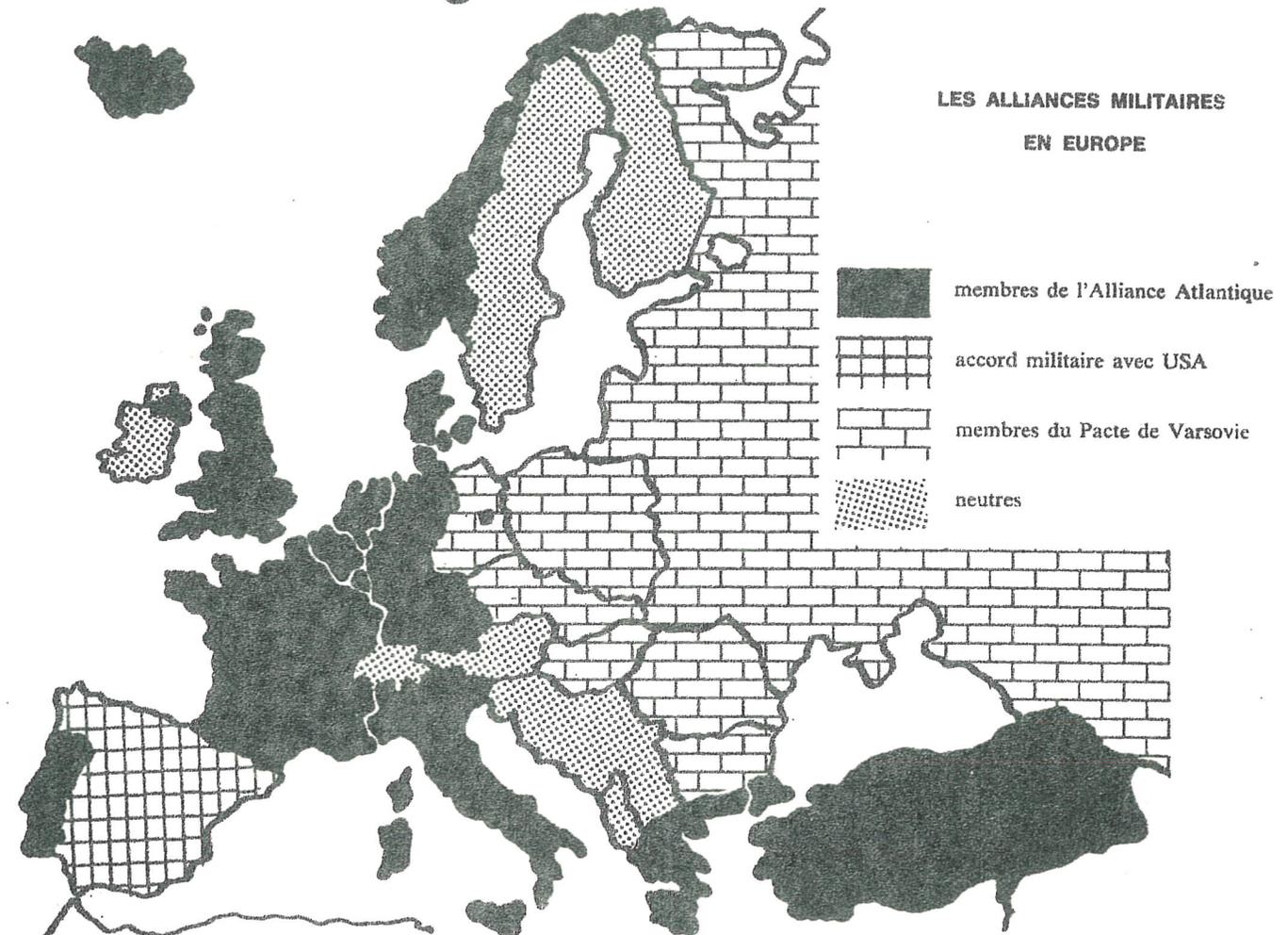
Cette modification des données de base du problème allemand facilite la détente en Europe. C'est dans ce climat que les pays occidentaux ont accepté l'offre des pays de l'Est de réunir une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Les entretiens préliminaires ont débuté le 22 novembre à Helsinki.

Deux autres négociations se déroulent parallèlement à celle-ci : les conversations USA-URSS sur les armements stratégiques à Genève et la conférence sur la réduction des forces militaires en Europe, à Vienne.

L'Europe est bien entrée dans une ère de mouvement.

Les organisations militaires

LES ALLIANCES MILITAIRES EN EUROPE



OUEST

EST

ALLIANCE ATLANTIQUE et ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD (OTAN)

Fondée le 4/4/1949 par le traité de Washington.

Pays membres de l'Alliance: BELGIQUE, CANADA, DANEMARK, USA, FRANCE, GRÈCE, ISLANDE, ITALIE, LUXEMBOURG, NORVÈGE, PAYS-BAS, PORTUGAL, RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, ROYAUME-UNI, TURQUIE.

Pays participants à l'OTAN: tous les membres de l'Alliance, à l'exception de la France.

L'article 5 du traité stipule « Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties... »

La compétence de l'Alliance est limitée à la zone géographique de l'Atlantique Nord. Les parties ont la faculté d'apprécier la forme selon laquelle elles interviendront pour se secourir mutuellement.

Dès 1951 une organisation militaire est mise sur pieds. Les alliés mettent en place des commandements internationaux et affectent à l'Alliance des effectifs nationaux.

Sur le plan de l'infrastructure, l'OTAN a mis en place 400 terrains d'aviation, des réseaux de télécommunications et d'alerte aérienne, des dépôts de munitions et de carburant et des pipe-lines.

Les états-majors intégrés procèdent à l'organisation de manœuvres interalliées et à l'inspection des troupes alliées.

La stratégie de l'Alliance est largement influencée par les conceptions et les moyens des USA, qui ont gardé le contrôle des armes nucléaires qu'ils ont affectées à la défense de l'Europe.

Un effort de standardisation des matériels militaires a été tenté, mais il est resté limité. Dans certains cas la coopération entre les alliés a débouché sur la production commune d'avions de combat et de missiles.

L'engagement militaire des USA en Europe reste un des éléments majeurs de l'Alliance, au sein de laquelle les membres développent une concertation politique permanente.

LE PACTE DE VARSOVIE

Fondé le 14/5/1955 par le traité d'amitié de coopération et d'assistance mutuelle signé à Varsovie.

Pays membres: BULGARIE, HONGRIE, POLOGNE, RDA, ROUMANIE, TCHÉCOSLOVAQUIE, URSS.

L'ALBANIE s'est retirée à la suite de l'occupation militaire de la Tchécoslovaquie en 1968.

Le traité prévoit un concours mutuel en cas d'agression contre l'une ou plusieurs des parties dans l'espace géographique européen, y compris par la révolution ou la subversion.

Le traité prévoit la mise sur pied de commandements unifiés, sous les ordres desquels sont placées les troupes des pays membres.

La standardisation des matériels est très poussée et renforce la valeur militaire des effectifs du Pacte. Les membres organisent périodiquement des manœuvres communes.

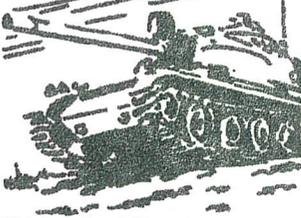
La stratégie du Pacte est dominée par les conceptions de l'URSS qui garde le contrôle exclusif des armes nucléaires.

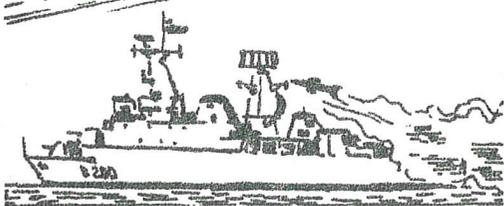
Les pays membres ont toujours eu le souci majeur de présenter leur Pacte comme une réponse à l'OTAN et plus particulièrement au réarmement de l'Allemagne occidentale.

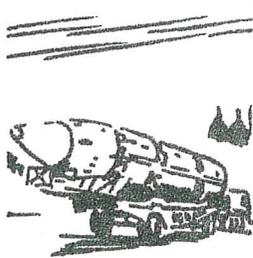
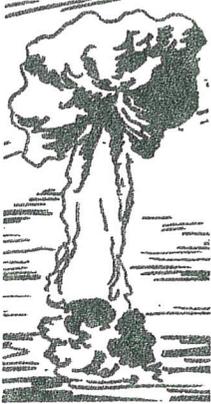
Aussi affirment-ils vouloir dissoudre leur pacte, dès la disparition de l'OTAN. Les plans de paix présentés par les pays de l'est sont nombreux et ceux-ci sont à l'origine de la conférence sur la sécurité en Europe.

Pour l'URSS le Pacte est l'instrument qui permet son intervention dans un pays membre lorsque la construction du socialisme est menacée (Hongrie 1956 et Tchécoslovaquie 1968).

Comparaison des forces militaires

		FORCES TERRESTRES ET AÉRIENNES EN EUROPE	
		Alliance atlantique	Pacte de Varsovie
	nombre de divisions	61	94
	nombre d'hommes	1 110 000	1 350 000
	nombre de chars	8 100	21 000
	avions de combat opérationnels	2 900	5 400

		FORCES NAVALES EN EUROPE	
		Alliance atlantique	Pacte de Varsovie
	nombre de bâtiments de guerre	430	360

		FORCES NUCLEAIRES	
		Alliance atlantique	Pacte de Varsovie
 	Têtes nucléaires tactiques (en Europe)	7 000	3 500
	Lanceurs stratégiques de charges nucléaires	1 700 *	2 400 *
		<p>* Il faut noter que les ogives nucléaires des USA contiennent plusieurs charges nucléaires pour un seul lanceur.</p> <p>SOURCE : Institut international d'Etudes stratégiques de Londres.</p>	

Dessins : Jean-François CORDIER

Chronologie

1945

- 4-11 février : Accords de Yalta.
- 8 mai : Capitulation sans condition de l'Allemagne.
- 17 juillet-2 août : Conférence de Potsdam.

1947

- 12 mars : Le Président Truman prononce devant le Congrès des USA, un discours dans lequel il souhaite que son pays vienne en aide aux nations qui sont l'objet de menaces extérieures (doctrine Truman).
- 5 juin : Dans un discours prononcé à Harvard, le Général Marshall expose un programme de redressement économique pour l'Europe.
- 5 octobre : Création du Kominform.

1948

- 22 février : En Tchécoslovaquie, le parti communiste prend le pouvoir par un coup d'état.
- 17 mars : Signature du traité de Bruxelles fondant l'Union occidentale.
- 16 avril : Création de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) à Paris.
- 11 juin : Le Sénat des USA adopte la résolution Vandenberg
- 24 juin : Début du blocus de Berlin qui prendra fin le 9 mai 1949.

1949

- 25 janvier : Création du COMECON.
- 4 avril : Signature du traité de Washington créant l'Alliance atlantique.
- 23 mai : Proclamation de la Loi Fondamentale instituant la République fédérale d'Allemagne.
- 7 octobre : Naissance de la République démocratique allemande.

1950

- 9 mai : Robert Schuman propose de placer les productions françaises et allemandes de charbon et d'acier sous une autorité commune (plan Schuman).
- 25 juin : Début des hostilités en Corée.
- 24 octobre : M. René Pleven propose la création d'une armée européenne (plan Pleven).

1951

- 18 avril : Signature du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

1952

- 27 mai : Signature du traité instituant la Communauté européenne de défense (CED).

1953

- 6 mars : Mort de Joseph Staline.

1954

- 30 août : Rejet de la CED par le Parlement français
- 23 octobre : Signature des accords créant l'Union de l'Europe occidentale.

1955

- 5 mai : La République fédérale d'Allemagne accède à l'OTAN.
- 14 mai : Signature du Pacte de Varsovie.
- 15 mai : Signature du traité d'Etat autrichien.

1956

- 27 janvier : La RDA adhère au Pacte de Varsovie.
- 23 octobre-4 novembre : Insurrection populaire en Hongrie.

1957

- 25 mars : Signature du traité de Rome instituant la CEE.
- 2 octobre : Présentation du plan Rapacki à l'ONU.

1960

- 15 mars : Début des négociations des DIX à Genève sur le désarmement.
- 10 septembre : Les leaders de 81 partis communistes approuvent les thèses de M. Krouchtchev sur la coexistence pacifique.
- 14 décembre : L'OECE devient l'OCDE.

1961

- 2-3 juin : Rencontre Kennedy-Krouchtchev à Vienne.
- 13 août : Erection du mur de Berlin.
- 20 décembre : Création de la Conférence sur le désarmement à Genève.

1962

- 18-28 octobre : Crise de CUBA.

1963

- 21 janvier : Signature du traité franco-allemand.
- 5 avril : Téléphone rouge USA-URSS.
- 22 mai : Affectation de forces nucléaires stratégiques anglaises et américaines à l'OTAN.
- 5 août : Traité de Moscou sur l'arrêt de certaines expériences nucléaires.

1966

- 7-11 mars : La France signifie à ses alliés son retrait de l'OTAN.
- 27 avril : M. Gromyko propose une conférence paneuropéenne.

1968

- 1er juillet : Signature à Moscou, Londres et Washington du traité de non prolifération des armes nucléaires.
- 20 août : Les troupes du Pacte de Varsovie envahissent la Tchécoslovaquie.
- 21 septembre : Les partis Communistes de France et d'Italie désapprouvent cette invasion.
- 13 septembre : L'Albanie se retire du Pacte de Varsovie.

1969

- 6 septembre : Communiqué soviéto-yougoslave pour une coopération entre les deux pays.
- 17 novembre : Ouverture à Helsinki des conversations USA-URSS sur la limitation des armements stratégiques. (SALT, Strategic Arms Limitation Talks).

1970

- 18 mars : Rencontre de MM. Brandt (RFA) et Stoph (RDA).
- 12 août : Signature du traité de non recours à la force et de coopération entre la RFA et l'URSS.
- 7 décembre : Signature du traité sur la normalisation des relations entre la RFA et la Pologne.

1972

- 22 novembre : Début des entretiens d'Helsinki.
- 21 décembre : Signature du Traité fondamental entre les deux Allemagnes.